

PLAIDOYER POUR UN «VRAI» CHEMIN DE FER

Ces informations ont été tirées de la thèse de Pierre-Philippe Bugnard, historien, formé aux universités de Fribourg et de la Sorbonne, professeur émérite de l'université de Fribourg.

« Le machiavélisme de village »

La Gruyère face à la République chrétienne de Fribourg (1881-1913)

ISBN 2-88096-008-8

En 1899, on abandonne deux projets de chemins de fer dans le canton de Fribourg. Il s'agit du Bulle-Molésion et du Bulle-Plafayon, par Farvagny, Fribourg et Tavel.

La voie étroite est prévue pour relier Châtel-St-Denis à Thoune via Bulle, Montbovon et Zweisimmen

Quant au chemin de fer qui sera finalement réalisé, on sait qu'un âpre débat est engagé sur les moyens du réseau gruérien dans les années 1890. Le journal « Le Fribourgeois » se fait le porte-parole des milieux favorables à la version lourde. La voie normale est présentée comme la «seule vraie solution» pour pallier au «suicide économique» de la Gruyère qu'entraînerait inévitablement la réalisation d'un chemin de fer routier, «entreprise humiliante pour le canton de Fribourg : aussi convient-il à tout prix d'«empêcher l'« irréparable faute» qui consisterait à isoler une région dynamique par un réseau hybride.

L'ambiguë pétition au Grand Conseil de mai 1893 - lancée par 89 citoyens d'Estavannens (Haute-Gruyère) en grande majorité agriculteurs (1), avait déjà formulé l'argument que la voie étroite est «impropre au transport des bois, le principal produit d'exportation de la contrée : impraticable en hiver, pense-t-on, une telle ligne ne sera avantageuse que pour ces deux stations extrêmes, Vevey et Thoune, « vers lesquelles on verra s'envoler les nombreux touristes». Les rendements seront d'ailleurs insuffisants et il faudra recourir à l'impôt pour «combler ce vide»: on cite l'exemple du «Nationalbahn» Zofingen-Winterthur, pourtant à voie normale, mais conçu comme ligne régionale. Aussi demande-t-on au Grand Conseil de refuser la prise d'action de 300 000 fr. qu'envisage de souscrire la BEF dans l'entreprise à voie étroite: l'Etat pourra soutenir après coup le projet que les populations se seront d'elles-mêmes déterminées à réaliser.

Estavannens au tournant du siècle. En 1893, trois douzaines de paysans «indépendants» d'Estavannens optent pour le progrès et pétitionnent avec conviction en faveur d'un «vrai» chemin de fer, à voie normale, pour développer l'industrie du bois. Trois quarts de siècle plus tard (1969), la même commune se retrouve seule à refuser le suffrage féminin sur le plan cantonal, et à deux contre une magistrale illustration de la mobilité ou de la complexité des mentalités rurales sur le plan local.

Cinq ans plus tard, lorsque Bulle et Vuadens se prononcent contre la voie étroite, l'organe des conservateurs-indépendants signale avec superbe que «la Gruyère vient de montrer où elle est!». D'ailleurs, contrairement aux allégations du N° 13 (le journal « La Liberté »), il n'y aurait pas de volonté populaire en faveur de ce qu'on affuble dans le pays du vocable péjoratif de «tramway». Le rôle de la Banque de l'Etat serait justement, pour les indépendants, d'accorder les subventions à un «vrai» chemin de fer, tâche incompatible avec les finances de communes rurales. Et d'ailleurs, qu'on fasse voter; pour voir où sont les sentiments des véritables Gruériens! Les conservateurs critiques se montrent donc inconditionnellement favorables au développement économique que seule la voie normale serait selon eux à même d'engendrer: «de l'audace, de l'initiative!», clame un « Fribourgeois » optimiste comme pour mieux mobiliser l'esprit d'entreprise des milieux dirigeants de Fribourg. Peine perdue: l'affaire aurait même été entendue à l'avance, deux conseillers d'Etat, malgré l'incompatibilité, siégeant au Comité du routier. Aussi, lorsque se précise le dessein de réaliser le «tramway», en dépit des volontés affichées dans les communes indépendantes du sud, « Le Fribourgeois » s'offusque-t-il qu'on ait pu «violenter » un grand district.

Cette volonté de développement, cristallisée autour du débat sur les moyens ferroviaires n'est pas sans surprendre de prime abord, venant d'une gazette qui dans le même temps affiche une certaine hostilité face au monde industriel: n'y aurait-il pas précisément dans ce paradoxe une explication aux deux faces du mouvement indépendant et de son organe de propagande, à la fois porte-drapeau des campagnes et procureur des milieux favorables à l'initiative, c'est-à-dire à l'«indépendance», ce qui déboucherait sur une sorte de «libéralisme» paysan -- il serait plus exact de dire, individualisme -- faisant le jeu des radicaux bullois ? En Grand-Conseil (1897), au sortir d'un âpre débat où s'affrontent Python et Progin; l'entrée en matière concernant le projet de décret d'une subvention de 800 000 fr. en faveur du Châtel-Bulle-Montbovon (à voie étroite) est votée par 52 voix contre 23, dont 17 députés de la Gruyère. Le lendemain, sans doute dépités, les représentants gruériens ne sont même pas «là pour manifester' symboliquement leur opposition au projet gouvernemental adopté définitivement «à une majorité évidente. On sait la suite...

Documents récupérés par Jean Pharisa au Musée gruérien de Bulle

21.12.1902 – Le journal « Le Fribourgeois »

Une automotrice du C.B.M. arrive en gare d'Estavannens, venant de Bulle par la route, tiré par 12 chevaux. Le voyage s'effectue de nuit. (C.B.M. = Châtel-St-Denis - Bulle - Montbovon)

28.12.1902 - Le journal « Fribourgeois »

Ce véhicule mis sur rail, met 5 jours pour rejoindre Montbovon. Il faut enlever la glace qui obstrue la voie. Le "Enney-Montbovon" roule à 25 mètres/heure. Après les essais, le trajet Montbovon-La Tour s'effectuera... à 25 km/heure.

25.07.1903 – Le journal « La Gruyère »

Inauguration des tronçons Châtel-Vuadens et la Tour-Montbovon. La ligne Vuadens-La Tour n'est pas encore construite.

16.09.1904 - Journal « Le Fribourgeois »

Inauguration de la ligne complète Châtel-Bulle-Montbovon, y compris la gare C.B.M. de Bulle. Une belle fête, lancée par une salve de 42 coups de canon (!!!), tirés par "La Jaune" (la pièce d'artillerie des radicaux).

26.10.1906 - Le journal « Le Fribourgeois »

Inauguration de la gare de Pringy-Gruyères. Estavannens perd la clientèle de Gruyères, mais Saussivue continue de lui valoir un trafic courant de bois de sciage. L'isolement de la station ne lui permettra jamais un développement important.

L'affaire de la locomotive à vapeur Un aspect folklorique de la politique au village

Dans « Les Echos de Saint-Maurice », le chanoine Louis Dupont-Lachenal cite « Le Fribourgeois », ce qui lui permet de souligner la campagne menée par un Bochud en faveur d'une voie normale de grand trafic (pour la Gruyère) plutôt que le train routier à voie étroite qui lui fut préféré, ce qui n'est pas tout à fait « déployer une belle énergie » en faveur des CEG (Chemin de fer Electrique de la Gruyère)! Ainsi, on apprend qu'en guise de rétorsion – Neirivue refusant obstinément de participer à la construction d'un «tramway» - les convois des CEG emprunteront pendant plusieurs années la grande rue du village, mais sans daigner s'y arrêter!

Dans son Histoire de la présente Notice, Bochud s'explique en détail sur la question des Chemins de fer Electriques de la Gruyère. Curé, il se tient aussi pour «citoyen d'un Etat démocratique» et contribuable, ce qui lui confère le droit, soutient-il,

«De porter (son) jugement sur la manière d'agir de quelques hommes politiques qui, dans un but d'avantages personnels ou de parti, étaient parvenus à entraîner le gouvernement dans leurs vues opposées à celles de la majorité des populations intéressées, de toute la députation gruérienne et à faire substituer un chemin de fer routier au Vevey-Bulle-Thoune, jugé plus utile, plus rentable et moins à charge au pays»'

Mais Bochud se défend d'avoir jamais participé aux débats publics engagés sur cette question: il n'y a donné son avis qu'«en particulier», condamnant la manière de mener l'entreprise, les dépassements inadmissibles de crédit, les promesses euphoriques de rendement lancées par Louis Morard aux Haut-Gruériens, cette façon de commencer les travaux par un grand banquet et de les confier «au plus coûteux».

Mais si, comme historien, Rodolphe Bochud est au ban de l'Officialité diocésaine, et il le reconnaît sans détour, c'est sans doute parce qu'

«il s'est permis de condamner la manière de faire de M. le Conseiller d'Etat Python à l'égard de la Commune de Neirivue, manière indigne d'un magistrat qui se respecte».

Voici donc cette nouvelle affaire, très révélatrice des relations de l'Etat moderne avec les gouvernés ruraux: malgré une promesse formelle qu'on ne ferait jamais circuler de locomotive à vapeur - la ligne empruntant la rue principale du village, il y aurait un grand danger pour les habitations de bois - la compagnie des CEC se met à utiliser pour ses travaux une machine «vomissant sur les toits une pluie d'étincelles enflammées», selon Bochud. Le Conseil communal adresse aussitôt une récrimination au Département* fédéral des Chemins de fer. Python rassure Berne en personne, le 27 septembre 1901: des mesures adéquates auraient été prises, si bien qu'«aucune brindille allumée» ne pourra s'échapper

de la locomotive. Il ajoute que le 12 septembre, des individus malveillants ont provoqué un déraillement dans le village à l'aide de gros cailloux posés sur les rails.

Face à la prétendue «fausseté des dires de M. Python», Neirivue fourbit ses armes: Bochud photographie la locomotive traversant le village avec son grand panache de fumée, et recueille «toute une boîte de charbons embrasés tombés des toits»! On envoie les pièces à conviction à Berne -- ce qui aura sans doute contribué à rompre la monotonie de l'austère administration fédérale - accompagnées d'une lettre enflammée - c'est le moins qu'on puisse dire - dans laquelle le Conseil communal réfute catégoriquement l'accusation de «déraillement par malveillance mise à la charge de la population de Neirivue»: on commence par préciser à ces Messieurs de Berne - «pour le dire en passant» - que M. Georges Python n'est pas président du Conseil d'Etat, comme il l'aurait prétendu dans son mémoire de septembre. On tient l'accusation de déraillement criminel pour «absolument calomnieuse»: la machine circulant en Haute-Gruyère est déjà sortie des rails plusieurs fois en différents endroits. Ces accidents sont dus au ballast, insuffisamment tassé; la locomotive elle-même, ainsi que les chevaux traversant la voie, déplacent des cailloux sur les rails. Et d'ailleurs comment aurait-on pu préparer l'opération en plein après-midi et au beau milieu du village? Pour-les gens, de Neirivue,

«l'incrimination est donc fausse, odieuse, indigne d'une haute autorité qui se prononce dans un acte officiel. Je n'ai pas fait autre chose que de défendre des droits certains dont la sauvegarde m'était imposée, et condamner des actes que, aujourd'hui (1916), tout le monde condamne. Peut-on appeler cela un grand tort à l'égard de l'autorité ».

Sur cette version des faits relative à l'affaire de la locomotive de Neirivue, le curé Bochud conclut à une justification pleine et entière de son attitude, et partant des thèses de son travail historique.

Je n'ai pas fait autre chose que de défendre des droits certains dont la sauvegarde m'était imposée, et condamner des actes que, aujourd'hui (1916), tout le monde condamne. Peut-on appeler cela un grand tort à l'égard de l'autorité ».

Mais il y a une autre affaire encore sur laquelle Bochud tient à se justifier. Tout aussi révélatrice des heurts qui peuvent résulter de l'irruption de l'Etat dans les affaires du village, elle met aux prises une administration visant à l'efficacité et les intérêts particuliers d'un «pays» criant à l'invasion du pouvoir central. Le tracé du CBM doit forcément emprunter les propriétés du Bénéfice curial de Neirivue. Or, la compagnie n'offrirait pour l'expropriation que la moitié du prix payé au propriétaire voisin pour un terrain de moindre valeur, soutient Bochud, indigné qu'il ait fallu l'intervention d'

«Un radical valaisan, M. Chappaz, ingénieur à Massongex, et d'un protestant vaudois, M. Chuard, préfet de Payerne, pour accorder à un bénéfice ecclésiastique le dédommagement que lui refusaient les hommes les plus en vue du Gouvernement conservateur-catholique-ultramontain du canton de Fribourg».

Le curé dessine la locomotive à vapeur traversant l'ancien quartier du Haut-Neirivue, en vomissant fumée et étincelles (d'après l'une de ses photographies de 1901) et il ajoute au bas de celui-ci :

Rien ne sort de la cheminée. Python l'a dit! Cette fumée provient de l'évaporation des dividendes promis aux actionnaires....

De plus, on aurait négligé de solliciter auprès de Rome, par l'intermédiaire de l'Evêché, les autorisations nécessaires à l'aliénation de propriétés ecclésiastiques, devrait en principe entraîner l'excommunication des responsables de la Compagnie. Bochud se permet aussitôt de leur rappeler la portée des censures ecclésiastiques dans une lettre adressée au Conseil d'administration des CEG. De son propre aveu, Georges Python aurait alors conseillé à l'ingénieur vaudois P. Schenk de répondre à Bochud qu'il importait peu puisqu'il était déjà protestant. A Neirivue, on prend l'esprit du chef de l'Etat pour de l'insolence. D'ailleurs, s'adressant en désespoir de cause au Vicaire Général Mgr Pellerin, Bochud s'entend répondre qu'en effet, «les laïcs se (soucient) malheureusement trop peu des lois ecclésiastiques» et qu'il n'y a donc rien à faire.

Peu après, le 24 novembre 1902, surprenant sur les propriétés du Bénéfice de sa cure des ouvriers de la compagnie en train de planter d'énormes poteaux et même un pylône métallique sur un socle en ciment, sans qu'on l'en ait averti, Bochud accoste aussitôt le chef des travaux. La moutarde lui monte au nez:

«- Qui vous a permis de faire cela sur ma propriété? -- On paiera. - Oui, on promet bien, mais je ne vois rien venir. Vous avez déplacé une seconde fois la haie l'année dernière, qui a payé cela? Je n'ai rien reçu, moi. - Je ne sais pas qu'y faire. Je fais ce qu'on me commande. - C'est un tas de voleurs. »

lance notre curé, visiblement hors de lui, tout en s'éloignant. Les CEG déposent une plainte en calomnie auprès de la préfecture de Bulle, aussitôt transmise à l'Evêché. Bochud ne se fait pas prier pour contre-attaquer: il adresse au Vicaire Général une lettre circonstanciée dans laquelle il expose vertement, preuves à l'appui, sa version des faits, et déclare

«Donner aux paroles prononcées par (lui) le 24 novembre toute la portée du qualificatif par lequel les lois civiles, ecclésiastiques et la conscience chrétienne désigneraient les actes accomplis sur les propriétés de la cure de Neirivue. »

Depuis lors, ajoute-t-il non sans malice, «on me laissa tranquille». Mais on ne reçut jamais, à Neirivue, les dédomagements auxquels le Bénéfice curial se tenait en droit de prétendre.

UN CHEF DE VILLAGE

Il y a là, dans cette résistance cocasse aux «empiétements laïques d'un gouvernement catholique», tout le caractère de notre curé démocrate, mu par un sens exacerbé de l'équité, aucune convenance n'est assez forte pour freiner un élan qui l'emporte non sans succès jusqu'où il est possible de ne pas aller trop loin, ce qui autorise l'indomptable pasteur à dire son fait au pouvoir, en toute impunité, mais n'empêche pas celui-ci d'agir malgré tout à sa guise.

Et c'est bien sans doute dans Le Fribourgeois qu'on trouverait le portrait le plus pénétrant du curé Bochud, alors qu'il fallait encore, dans les organes du N° 13, éviter certaines allusions propres à aviver le souvenir d'une période «qui laissa longtemps d'amers souvenirs dans les cœurs» : Rodolphe Bochud

«Etait devenu l'âme (de sa paroisse), prenant lui-même le caractère et les allures d'un Gruérien de race. Il avait trouvé à Neirivue son véritable havre Il était par excellence le curé de campagne, aux moeurs patriarcales, aux allures indépendantes, solidement enraciné dans la terre et répondant autour de lui ce bonheur de vivre dont la nature champêtre semble posséder le privilège ».

L'ancienne feuille des indépendants s'attache à décrire son sens pratique, révélé à l'occasion de la difficile reconstruction du village incendié (1904), sa gestion exemplaire des affaires paroissiales, son souci de l'instruction populaire -- Bochud favorisa la création d'une école ménagère villageoise et fonda une bibliothèque paroissiale -- son amour des enfants auxquels, en photographe amateur, il réservait «des séances de projections instructives ». On y loue la profondeur de sa «vie intérieure son esprit de pondération et de charité».-

Vingt ans après la disparition de l'infatigable curé, le Bulletin paroissial de Villarepos, fort d'un certain recul déjà, retient avec beaucoup d'à-propos l'image d'une

« personnalité remarquable qui alliait à un robuste bon sens de campagnard, un esprit très indépendant. Il avait la particularité de prendre des positions tranchées sur tout ; c'était vraiment un caractère... Il émettait ses opinions personnelles avec la dernière énergie, même quand il s'agissait de politique,

particularités que reflétaient d'ailleurs parfaitement l'allure et la physionomie d'un homme plutôt petit, assez corpulent,

«La barette posée en bataille sur sa grosse tête de lutteur, le regard pénétrant, le buste très droit».

En un mot «toute sa personne (respirait) la décision». Doué d'un tempérament de chef, il lui appartenait de régenter la commune, ce qui n'était sans doute pas toujours commode, mais permit au village de surmonter efficacement la terrible épreuve de 1904. «Il fut un chef qui s'imposa et qui était suivi», ajoute le chroniqueur de La Semaine Catholique. Ce dernier voit dans la vocation tardive du curé Bochud pour l'état ecclésiastique -- il était entré à 19 ans seulement au Collège, après avoir entamé ses études à l'Ecole normale - la source d'«une particulière gravité»

«D'où aussi cette belle indépendance d'esprit qui ne lui fit jamais accepter, et avec quelles multiples raisons, qu'un parti politique fût autorisé à employer les plus vulgaires procédés, sous prétexte de défense religieuse; d'où cette loyauté qui le faisait bondir d'indignation lorsqu'il s'apercevait que les solutions faciles étaient préférées aux décisions solides et énergiques sous prétexte de tranquillité publique. A l'époque où M. l'abbé Bochud se cantonna dans cette attitude juste, mais peu conformiste, il fallait du courage».

LE FACE A FACE AVEC PYTHON

D'autant plus que, tout en reconnaissant l'oeuvre «de ceux-là mêmes dont il regrettait le tempérament ou les procédés», il s'obstina à refuser «qu'on fit d'un chef, si remarquable soit-il, un personnage infaillible par décret Et c'est dans les relations qu'il entretint avec son illustre contemporain, Georges Python - il fit en sa compagnie un bout de Collège, à Schwyz, et toute son école de recrues, à Colombier (NE) que l'intraitable abbé eut sans doute le plus d'audace à «n'avoir pas suivi les chemins battus».

En 1893, au lendemain de l'élection de Maurice Progin au Grand Conseil, il adresse au directeur de l'Instruction publique une lettre à laquelle nous nous sommes déjà référés. Le document est très révélateur d'un franc-parler qui vaudra à l'inflexible Bochud d'être redouté de ceux auxquels il formulait ses observations.

*«Neirivue, le 18 mars 1893.
A Monsieur Georges Python Directeur de l'Instruction publique,*

Monsieur le Directeur ;

Vous trouverez peut-être trop de dureté dans mon langage. Cependant, en présence des témoignages que je puis produire, il est encore bien doux... Je vous avoue que je ne (m'explique) point votre attitude. Vous ne me paraissez plus le même personnage. Un de vos amis auquel je viens de communiquer des pièces que je possède ici m'a dit: «Quel dommage que M. Python n'ait pas vu cela ! Ses idées auraient bien changé. Soyez persuadé que vos véritables ennemis n'ont pas été ceux que vous pourriez croire. L'opposition malheureuse faite à la candidature Progin, les polémiques violentes qui ont suivi l'élection, laisseront des plaies difficiles à cicatriser. Le prestige gouvernemental a bien perdu. Nos bons catholiques ont été scandalisés de voir des employés de notre Gouvernement conservateurs s'acharner à démolir l'autorité des curés qui ne partageaient pas leur manière de voir».

Et Bochud de démontrer à son ancien compagnon de chambrée qu'il y a dans le grand district de 'irritation contre Louis Morard« qui se considère comme le gouvernement dans la Gruyère » - mais non pas directement contre l'autorité centrale. Pourtant, s'oubliant davantage encore, Bochud termine en citant une déclaration à l'emporte-pièce, lâchée devant témoins, que «M. Python est un autocrate voulant ruiner le canton», qu'il se sert de Rome «pour tromper nos députés» et qu'il aurait «fait mourir, pour raison d'Etat, le cardinal Mem'illod». C'est-à-dire, le prélat aurait laissé sa santé dans son face-à-face avec le chef de l'Etat.

Et le curé de Neirivue d'achever sa démarche sur le constat que la lettre du 18 mars ne reçut aucune réponse directe, mais que certains articles de La Liberté lui prouvèrent qu'elle n'avait pas été agréée avec bienveillance, ce que l'on conçoit aisément, et ce qui amena peut-être un peu vite Bochud à conclure que «M. Python acceptait mieux les éloges que la franche vérité»."

«Avec ce défaut - poursuit Bochud - M. le directeur de l'Instruction publique pourra aboutir à une catastrophe. C'est le sort ordinaire des autocrates auxquels les flatteurs ne manquent jamais. »

En voilà sans doute assez pour assimiler l'intraitable analyste aux innombrables pamphlétaires et détracteurs à tous crins du fondateur de l'Université. Pourtant, eu égard à l'admiration avouée que portait à ce dernier le curé de Neirivue, avant 1892 – à tel point qu'il «ne pouvait s'expliquer l'attitude (du chef de l'Etat) dans les derniers événements - nous nous garderons de conclure à un excès d'appréciation, là où il pourrait y avoir somme toute quelque vérité, si crue soit-elle.

UN CURÉ PROGRESSISTE

Le curé Bochud appartient donc bien à cette fraction du «clergé qui pense», qui s'affiche et s'exprime en s'affranchissant du code social défini par un régime de collaboration Eglise-Etat officiel : en prêtre-citoyen, il rejette l'ascendant du politique sur le confessionnel. Une telle attitude n'est pas sans trancher avec celle que donne du clergé type de la campagne fribourgeoise - inconditionnel du «bon gouvernement» - l'historiographie cantonale ou la mémoire collective, lorsqu'on les interroge. Intransigeant quand il s'agit de respecter la loi, tant civile, ecclésiastique que morale, il exerce sur ses paroissiens, «sans manier l'autoritarisme, un ascendant irrésistible» et se fait «l'ennemi déclaré de tout ce qui est superficiel», note à son sujet l'abbé H. Marmier.

Doué de cet esprit d'entreprise qui fait si souvent défaut, dit-on, aux Fribourgeois, il l'applique du mieux possible au cadre restreint de la petite paroisse de campagne qu'on le charge d'administrer le mot n'est pas vain. Diverses biographies soulignent «ses efforts pour créer la petite industrie dans la Haute-Gruyère». Faut-il rappeler ici la vive campagne du curé Bochud en faveur de l'insertion de la Gruyère rurale à la sphère économique nationale par la création d'un «vrai» chemin de fer. On peut se demander si notre pasteur, à l'instar de ses pairs fribourgeoisistes d'ailleurs, avait bien mesuré toute l'ampleur et toutes les conséquences d'une telle ambition, dans une contrée où paradoxalement, du côté indépendant aussi, on s'inquiétait des bouleversements économiques et sociaux qu'engendrerait inévitablement une vraie révolution industrielle.

Toujours est-il que dans le domaine scolaire, on place volontiers le curé Bochud «à l'avant-garde». Déjà en 1890, à l'annonce de son arrivée en Haute-Gruyère, le préfet modéré Casimir Niquille, avec lequel il se liera d'amitié formule sa conviction que l'école régionale de Neirivue connaîtra «une nouvelle vie grâce à la présence d'un jeune curé que sa réputation de dynamisme a déjà précédé. C'est en effet sur les premières expériences réalisées au cours de divers ministères - dont quelques mois passés au Secrétariat de l'Evêché et sept années à la cure de Cugy (Broye) - que, malade des poumons, on lui confie un poste à l'air vivifiant de la Gruyère. Il retrouve là l'ancien instituteur de Villarepos, Maurice Progin, qui l'avait d'abord dirigé sur le chemin de l'Ecole normale. On connaît la suite: les deux hommes, chacun à leur manière et dans leur caractère, avaient en commun ce sens profond de l'équité qui les conduisit à dénoncer sans travers ce qu'ils ont pu prendre, à tort ou à raison, pour de l'«abus» dans une République chrétienne.

Figure des plus contestées et tout à la fois des plus adulées, de son vivant, dans un clergé fribourgeois confronté à une forme particulière de josphisme, le curé Bochud, dont on a pu mesurer au passage la sincérité des sentiments démocrates vécut profondément le drame d'un ministère où il eût fallu le sortir de la sacristie que pour clamer inconditionnellement l'excellence de la «bonne cause» et du «bon gouvernement». A cela, le curé de Neirivue et ses

collègues indépendants n'ont voulu souscrire. Proche de ses «chers administrés» dans son testament il forme le vœu qu'on inscrive simplement sur sa pierre tombale «il a aimé ses paroissiens» - caustique envers les forts et les fiers, bienveillant pour les humbles, Rodolphe Bochud aura donné l'image d'un sacerdoce forçant les pressions d'un pouvoir politique qu'on a peut-être trop uniformément présenté comme «le maître absolu de la situation».